

Extrait du Nice Premium

<http://www.nice-premium.com>

L'Edito du Psy

- Politique -



Date de mise en ligne : dimanche 22 octobre 2006

Nice Premium



Cela sert-il encore de la critiquer ? Ne faudrait-il pas plutôt la plaindre ? L'Europe a, ces derniers mois, tellement manifesté de tiraillements qu'il aurait été vain d'en espérer un signal fort au récent sommet de Finlande. Face au Maître du Kremlin, pourvoyeur principal de l'énergie européenne, les divergences d'intérêts des Etats membres ne pouvaient qu'affaiblir les prétentions de l'Union dans la négociation.

L'Allemagne, désormais la plaque tournante pour la distribution du gaz russe vers l'Ouest, n'entend pas perdre cet avantage en dépit d'exigences plus affichées que celles de la France sur les droits de l'homme en Russie. L'unité franco-allemande, lézardée depuis l'arrivée de la « grande coalition » en Allemagne, s'est encore fragilisée à propos de la libéralisation de la Poste prévue pour 2009, projet aussi largement souhaité par Berlin qu'il est craint par Paris. Cette opposition en masque une autre, plus essentielle, qui porte sur le modèle social européen : L'Union était arithmétiquement scindée en deux lors du sommet social d'Helsinki en juillet dernier. Onze Etats, plutôt proches de la « vieille Europe » avec la France en tête, soutenaient le maintien des normes sur le temps de travail. L'autre moitié, emmenée par la Grande-Bretagne et les nouvelles démocraties de l'Est, défendait la flexibilité et l'absence de contraintes pour les employeurs. Sans parler des oppositions frontales entre la France et l'Espagne sur la politique de l'immigration. Sans évoquer non plus cet incident frontalier récent entre l'Allemagne et la Pologne, certes minime mais ô combien symptomatique des reliquats de contentieux historiques entre les deux pays.

Au point d'entendre Paris regretter, à la traditionnelle conférence des Ambassadeurs d'août 2006, « un mode de fonctionnement de l'Union de plus en plus intergouvernemental ». Juxtaposition donc mais pas Union. Au point encore de voir se multiplier au sein même des institutions de Bruxelles, des doutes sur les « capacités d'absorption » de cette Union devant le processus d'élargissement. Manière indirecte de poser la question de l'entrée de la Turquie. Manière aussi de contester la théorie qui estime le « widening » (l'élargissement) utile au « deepening » (l'approfondissement). Les Etats-majors des partis politiques dans les Etats membres où se profilent des élections, à l'image des Pays-bas, se gardent bien de soulever le couvercle européen par peur de réactions vives de l'électorat. Voilà l'Europe devenue sujet tabou.

Par souci de visibilité, l'UE peut « hausser le ton » à l'égard de l'Iran ou de la Corée du Nord. Cette apparente fermeté n'empêche en rien la multiplication des « accidents de parcours » : Airbus dont la production, éparpillée dans quatre pays, demeure tributaire d'enjeux technologiques nationaux, risque d'en faire les frais. La méfiance entre la Bulgarie et la Roumanie qui rejoindront les vingt-cinq à la fin de l'année, annonce également de futures difficultés. Pour 13 milliards d'Euros versés par l'Union à la première jusqu'en 2015 et 17 milliards à la seconde jusqu'en 2013, on peut au moins espérer qu'elles mettent en sourdine leurs anciennes rivalités.